



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

Avis 69.458/VR
69.462/VR
du 2 juillet 2021

Advies 69.458/VR
69.462/VR
van 2 juli 2021

sur

over

– un projet d'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune 'portant le règlement général commun de la comptabilité des communes et des centres publics d'action sociale' (69.458/VR) ;

– un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'portant le règlement général commun de la comptabilité des communes et des centres publics d'action sociale' (69.462/VR)

– een ontwerp van besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie 'houdende het gezamenlijk algemeen reglement op de boekhouding van de gemeenten en van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn' (69.458/VR);

– een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'houdende het gezamenlijk algemeen reglement op de boekhouding van de gemeenten en van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn' (69.462/VR)

Le 28 mai 2021, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par les Ministres, Membres du Collège réuni de la Commission communautaire commune, en charge de l'Action sociale et de la Santé à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé à quarante-cinq jours *, sur un projet d'arrêté de la Commission Communautaire Commune 'portant le règlement général commun de la comptabilité des communes et des centres publics d'action sociale' (69.458/VR) ;

Le 28 mai 2021, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi et de la Formation professionnelle, de la Transition numérique et des Pouvoirs locaux à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé à quarante-cinq jours *, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'portant le règlement général commun de la comptabilité des communes et des centres publics d'action sociale' (69.462/VR).

Les projets ont été examinés par les chambres réunies le 29 juin 2021. Les chambres réunies étaient composées de Marnix VAN DAMME, président de chambre, président, Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER, Bert THYS, Bernard BLERO et Wouter PAS, conseillers d'État, Michel TISON et Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assesseurs, Greet VERBERCKMOES, greffier, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Brecht STEEN, premier auditeur chef de section, et Marc OSWALD, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 2 juillet 2021.

*

* Cette prorogation résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, qui dispose que le délai de trente jours est prorogé à quarante-cinq jours dans le cas où l'avis est donné par les chambres réunies en application de l'article 85bis.

Op 28 mei 2021 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Ministers, Leden van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, bevoegd voor Welzijn en Gezondheid verzocht binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot vijfenveertig dagen* een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie ‘houdende het gezamenlijk algemeen reglement op de boekhouding van de gemeenten en van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn’ (69.458/VR).

Op 28 mei 2021 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met werk en beroepsopleiding, digitalisering en de plaatselijke besturen verzocht binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot vijfenveertig dagen* een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ‘houdende het gezamenlijk algemeen reglement op de boekhouding van de gemeenten en van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn’ (69.462/VR).

De ontwerpen zijn door de verenigde kamers onderzocht op 29 juni 2021. De verenigde kamers waren samengesteld uit Marnix VAN DAMME, kamervoorzitter, voorzitter, Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER, Bert THYS, Bernard BLERO en Wouter PAS, staatsraden, Michel TISON en Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assessoren, Greet VERBERCKMOES, griffier, en Charles-Henri VAN HOVE, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Brecht STEEN, eerste auditeur-afdelingshoofd, en Marc OSWALD, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 2 juli 2021.

*

* Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat de termijn van dertig dagen verlengd wordt tot vijfenveertig dagen in het geval waarin het advies gegeven wordt door de verenigde kamers met toepassing van artikel 85bis.

Comme les demandes d'avis sont introduites sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, les projets appellent les observations suivantes.

OBSERVATIONS PRÉALABLES

1.1. Les projets d'arrêté à l'examen constituent le fruit du travail de la « Commission régionale unique de nouvelle comptabilité », instituée par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 juillet 2017 'portant création de la Commission régionale de nouvelle comptabilité communale'.

Selon les notes au Collège réuni de la Commission communautaire commune et au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, en vue d'élaborer un « dispositif comptable unique » pour les centres publics d'action sociale (ci-après : CPAS) et les communes, la Commission régionale unique de nouvelle comptabilité a créé divers groupes de travail qui ont établi des plans communs de codes économiques, de codes fonctionnels et de comptes généraux et particuliers. Les tables de correspondance entre la comptabilité budgétaire et la comptabilité générale ont été harmonisées, tout comme les formats des comptes annuels (bilans, comptes de résultats et annexes).

1.2. Dès lors que l'intention du Collège réuni de la Commission communautaire commune et du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale semble être d'adopter un règlement comptable commun aux CPAS et aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale, et qu'en outre, dans sa demande d'avis, le Ministre régional évoque un projet « d'arrêté conjoint (Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et Collège Réuni de la Commission communautaire commune) »¹, les déléguées des ministres concernés ont été interrogées sur le point de savoir si les projets à l'examen constituaient des arrêtés d'exécution conjoints au sens de l'article 92bis/1, § 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles'². Dans l'affirmative, il leur a été demandé de préciser, à défaut de fondement légal mentionné en préambule des projets, quelle ordonnance conjointe prévoyait de telles mesures d'exécution.

Dans un premier temps, les déléguées ont expliqué qu'il s'agissait bien, en l'espèce, de mettre en œuvre l'article 92bis/1 de la loi spéciale du 8 août 1980.

¹ Cette indication ne figure par contre pas dans la lettre de demande d'avis des Membres du Collège réuni.

² Cette disposition est rendue applicable à la Région de Bruxelles-Capitale et à la Commission communautaire commune en vertu, respectivement, des articles 42 et 63 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 'relative aux Institutions bruxelloises'.

Elles ont, par après, précisé ceci :

« L'intention de départ était bien de rédiger un arrêté conjoint, ensuite le projet a évolué et ce sont bien deux projets d'arrêtés distincts mais identiques quant à leur contenu qui vous ont été soumis, l'un émanant du gouvernement régional et l'autre du Collège Réuni de la Commission Communautaire Commune. Le terme 'conjoint' s'était glissé par erreur dans le courrier d'accompagnement de la Région ».

1.3. S'il ne s'agit pas d'adopter des arrêtés d'exécution conjoints au sens de l'article 92bis/1, § 3, de la loi spéciale du 8 août 1980, il n'en demeure pas moins que les deux projets se donnent pour objet, comme le confirme leur intitulé, d'arrêter un règlement commun aux CPAS et aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale. Leur champ d'application s'étend d'ailleurs à tout pouvoir local, défini comme étant la commune ou le CPAS (article 3, 1^o, des projets).

Compte tenu toutefois du principe de l'exclusivité des compétences sur lequel repose la répartition des compétences entre les diverses composantes de l'État fédéral³, il appartient à la Commission communautaire commune, et à elle seule, d'arrêter les règles comptables applicables aux CPAS situés sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, conformément à l'article 63, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 et à l'article 5, § 1^{er}, II, 2^o, de la loi spéciale du 8 août 1980.

De même, la Région de Bruxelles-Capitale est seule compétente pour fixer les règles comptables des communes situées sur son territoire, conformément à l'article 6, § 1^{er}, VIII, 1^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 et à l'article 4, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 12 janvier 1989.

Par conséquent, la Commission communautaire commune et la Région de Bruxelles-Capitale ne pourraient, sans violer les dispositions précitées, fixer chacune les règles comptables d'institutions échappant à leurs compétences. Elles ne pourraient pas davantage, comme le prévoient pourtant les projets à l'examen⁴, abroger un arrêté qui ne relève pas de leur compétence propre.

³ Voir au sujet de la portée de ce principe : C.C., 15 mars 2012, n° 45/2012, B.12 ; C.C., 15 octobre 2015, n° 141/2015, B.10 ; C.C., 14 juillet 2016, n° 110/2016, B.10. Voir également, notamment, l'avis n° 53.166/VR donné le 15 mai 2013 sur un avant-projet de décret de la Région wallonne 'modifiant la loi du 2 avril 1962 relative à la Société fédérale de Participations et d'Investissement et les sociétés régionales d'investissement', point 5.2., <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/53166.pdf> ; l'avis n° 60.078/2 donné le 10 octobre 2016 sur un avant-projet devenu le décret de la Région wallonne du 21 décembre 2016 'portant, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, abrogation du décret du 19 décembre 2002 relatif aux chèques-formation à la création d'entreprise dans le cadre de l'octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré', *Doc. parl.*, Parl. wall., 2016-2017, n° 631/1, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/60078.pdf> ; l'avis n° 65.340/4 donné le 27 mars 2019 sur un avant-projet de décret de la Région wallonne 'organisant la compétence de la Région en matière de prévention du radicalisme violent dans le cadre de la création et du fonctionnement des C.S.I.L.-R', point 5.4, *Doc. parl.*, Parl. wall., 2018-2019, n° 1380/1, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/65340.pdf>.

⁴ Article 101 des projets.

1.4. Cependant, rien ne s'oppose à ce que des gouvernements s'entendent pour adopter chacun des réglementations uniformes, pour autant qu'ils respectent les limites de leurs compétences.

Pour parvenir à ce résultat, les projets doivent être remaniés.

Il convient ainsi de :

– modifier l'intitulé des projets en fonction de l'autorité qui adoptera l'arrêté ;

– revoir les articles 1^{er} et 2 des projets selon que l'arrêté sera adopté par le Collège réuni de la Commission communautaire commune ou le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, de manière à ce que le projet soit applicable, soit aux CPAS, soit aux communes ;

– ne conserver de l'article 3 des projets que les définitions pertinentes selon que l'arrêté sera adopté par le Collège réuni de la Commission communautaire commune ou par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, de manière à ce que les définitions ne concernent que les organes et services, soit des CPAS, soit des communes ;

– remplacer, selon les cas, la notion de « pouvoir local » par celle de « commune » ou de « centre public d'action sociale » ;

– adapter, en fonction de l'autorité qui adoptera l'arrêté en projet, le champ d'application des dispositions qui évoquent tant la commune que le CPAS⁵ ou qui visent spécifiquement celui de ces pouvoirs locaux qui ne relève pas de la compétence de l'auteur du projet⁶ ;

– donner une seule définition à la notion d' « organe habilité » selon que l'arrêté concernera le CPAS ou la commune⁷.

1.5. C'est sous la réserve de ces adaptations que les observations qui suivent sont formulées.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. Adaptés comme indiqué dans l'observation préalable, le projet d'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune trouve son fondement juridique dans l'article 87 de la loi du 8 juillet 1976 'organique des centres publics d'action sociale' et le projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale trouve son fondement juridique dans l'article 239 de la Nouvelle loi communale.

⁵ Par exemple, les articles 10, 13, § 2, 14, alinéa 1^{er}, 51, § 2, alinéa 2, et 64, § 1^{er}, alinéa 2, des projets.

⁶ Par exemple, les articles 8, § 3, 12, § 3, 80, §§ 1^{er} et 2, 96, § 2, et 100 des projets.

⁷ Voir les articles 22, § 2, alinéa 3, 57, alinéa 3, 61, § 4, 67, § 1^{er}, alinéa 2, 70, alinéa 3, 75, alinéa 2, et 87, alinéa 3, des projets.

2. Eu égard à la nouveauté des règles en projet et à leur caractère technique, il serait indiqué de rédiger un rapport au Collège réuni et un rapport au Gouvernement, qui pourront être publiés au *Moniteur belge* avec les arrêtés ⁸.

3. Divers documents sont joints aux projets, à savoir un modèle de bilan, de compte de résultats, de bilan social, un module d'analyse financière des comptes des pouvoirs locaux, un plan des codes fonctionnels, un plan des codes économiques, un plan des comptes généraux, un plan des comptes particuliers, une table de correspondance des codes économiques vers les comptes généraux ainsi qu'une table de correspondance des comptes généraux vers les codes économiques.

Si les auteurs des projets entendent faire de ces documents des annexes au dispositif, ce dernier devra s'y référer et l'intitulé « annexe » figurera en tête de ces documents, qui seront également numérotés et porteront les mêmes signatures que l'arrêté auxquels ils sont joints ⁹.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

Chaque projet d'arrêté doit être pourvu d'un préambule, lequel mentionnera le fondement juridique du projet, l'acte de droit interne qu'il abroge ¹⁰ et l'accomplissement de la formalité de la consultation de la section de législation, en mentionnant cette dernière comme suit :

« Vu l'avis 69.458/VR-69.462/VR du Conseil d'État, donné le 2 juillet 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ; » ¹¹.

DISPOSITIF

Article 3

La numérotation 11^o*bis* sera évitée. Elle est réservée aux numéros à insérer dans une énumération existante ¹².

⁸ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 3.14.

⁹ *Ibidem*, recommandations n°s 171 et 172 et formule F 4-8-2.

¹⁰ *Ibidem*, recommandations n°s 17 à 43.

¹¹ *Ibidem*, recommandation n° 36.1 et formule F 3-5-2.

¹² *Ibidem*, recommandation n° 53.

Article 20

À l'alinéa 2, 3°, a) et b), la référence à l'article 25 est erronée et sera corrigée.

Article 34

Au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, la référence à l'article 34 est erronée et sera corrigée.

Article 39

Au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, dans le texte français, les auteurs des projets examineront s'il ne faut pas préférer l'expression « mandat de paiement » à celle de « mandatement », conformément à la terminologie utilisée par l'article 62 auquel la disposition à l'examen renvoie.

Article 86

À l'alinéa 1^{er}, la référence à l'article 15 est erronée et sera corrigée.

Article 103

L'article exécutoire sera revu afin de désigner de façon abstraite, en ce qui concerne l'arrêté du Collège réuni, les membres du Collège réuni qui sont compétents dans la matière réglée par l'arrêté et, en ce qui concerne le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, le ministre compétent dans la matière réglée par l'arrêté ¹³.

*

¹³ *Ibidem*, recommandation n° 167 et formules F 4-7-1 et F 4-7-2.

Aangezien de adviesaanvragen ingediend zijn op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van de ontwerpen, de bevoegdheid van de stellers van de handelingen en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geven de ontwerpen aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKINGEN

1.1. De voorliggende ontwerpbesluiten zijn het resultaat van het werk van de “Unieke Gewestelijke Commissie voor de nieuwe boekhouding”, die opgericht is bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 juli 2017 ‘tot oprichting van de Gewestelijke Commissie voor de nieuwe gemeentelijke boekhouding’.

Volgens de nota's aan het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering heeft de Unieke Gewestelijke Commissie voor de nieuwe boekhouding met het oog op het uitwerken van “eengemaakte boekhoudkundige bepalingen” voor de openbare centra voor maatschappelijk welzijn (hierna: OCMW's) en de gemeenten verscheidene werkgroepen opgericht die gezamenlijke plannen opgesteld hebben van de economische codes, de functionele codes en de algemene en de bijzondere rekeningen. De tabellen van overeenstemming tussen de begrotingsboekhouding en de algemene boekhouding zijn geharmoniseerd, evenals de vorm van de jaarrekeningen (balansen, resultatenrekeningen en bijlagen).

1.2. Aangezien het de bedoeling van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering lijkt te zijn om een gezamenlijk reglement op de boekhouding van de OCMW's en van de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vast te stellen en aangezien de minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering in zijn adviesaanvraag bovendien gewag maakt van een ontwerp van gemeenschappelijk besluit (Brusselse Hoofdstedelijke Regering en Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie),¹ is aan de gemachtigden van de betrokken ministers gevraagd of de voorliggende ontwerpen gezamenlijke uitvoeringsbesluiten vormen in de zin van artikel 92bis/1, § 3, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’.² Bovendien is hen gevraagd om, indien de voorgaande vraag bevestigend beantwoord dient te worden, te verduidelijken welke gezamenlijke ordonnantie in dergelijke uitvoeringsmaatregelen voorziet, aangezien er in de aanhef van de ontwerpen geen rechtsgrond vermeld wordt.

¹ Die uitdrukking wordt echter niet gebruikt in de brief met de adviesaanvraag van de leden van het Verenigd College.

² Die bepaling is krachtens respectievelijk de artikelen 42 en 63 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 ‘met betrekking tot de Brusselse Instellingen’ toepasselijk verklaard op het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en voor de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

In eerste instantie hebben de gemachtigden uitgelegd dat het *in casu* wel degelijk de bedoeling was om artikel 92bis/1 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ten uitvoer te leggen.

In tweede instantie hebben ze de volgende verduidelijking gegeven:

“L'intention de départ était bien de rédiger un arrêté conjoint, ensuite le projet a évolué et ce sont bien deux projets d'arrêtés distincts mais identiques quant à leur contenu qui vous ont été soumis, l'un émanant du gouvernement régional et l'autre du Collège Réuni de la Commission Communautaire Commune. Le terme 'conjoint' s'était glissé par erreur dans le courrier d'accompagnement de la Région.”

1.3. Hoewel het niet de bedoeling is om gezamenlijke uitvoeringsbesluiten in de zin van artikel 92bis/1, § 3, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 vast te stellen, strekken beide ontwerpen, zoals uit hun opschrift blijkt, er niettemin toe een gezamenlijk reglement vast te stellen voor de OCMW's en de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Hun toepassingsgebied omvat trouwens ieder plaatselijk bestuur, dat als de gemeente of het OCMW gedefinieerd wordt (artikel 3, 1°, van de ontwerpen).

Gelet evenwel op het beginsel van de exclusiviteit van de bevoegdheden waarop de bevoegdheidsverdeling tussen de verschillende componenten van de federale Staat berust,³ staat het overeenkomstig artikel 63, eerste lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 en artikel 5, § 1, II, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 aan de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, en enkel en alleen aan haar, om de boekhoudkundige regels vast te stellen die gelden voor de OCMW's op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Zo ook is het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overeenkomstig artikel 6, § 1, VIII, 1°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 en artikel 4, eerste lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 als enige bevoegd om de boekhoudkundige regels vast te stellen van de gemeenten die op zijn grondgebied gelegen zijn.

³ Zie over de draagwijdte van dat beginsel: GwH 15 maart 2012, nr. 45/2012, B.12; GwH 15 oktober 2015, nr. 141/2015, B.10.; GwH 14 juli 2016, nr. 110/2016, B.10. Zie tevens inzonderheid advies 53.166/VR d.d. 15 mei 2013 over een voorontwerp van decreet van het Waals Gewest 'modifiant la loi du 2 avril 1962 relative à la Société fédérale de Participations et d'Investissement et les sociétés régionales d'investissement', punt 5.2., <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/53166.pdf>; advies 60.078/2 d.d. 10 oktober 2016 over een voorontwerp dat geleid heeft tot het decreet van het Waals Gewest van 21 december 2016 'houdende, voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet, opheffing van het decreet van 19 december 2002 betreffende de cheques voor het volgen van een opleiding met het oog op het opstarten van een onderneming in het kader van de toekenning van steun, d.m.v. een geïntegreerde portefeuille van steun in het Waalse Gewest, aan de projectdragers en aan kleine en middelgrote ondernemingen om diensten te betalen die het ondernemerschap of de groei bevorderen, en die een databank van authentieke bronnen vormt i.v.m. deze geïntegreerde portefeuille', *Parl.St. W.Parl.* 2016-17, nr. 631/1, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/60078.pdf>; advies 65.340/4 d.d. 27 maart 2019 over een voorontwerp van decreet van het Waals Gewest 'organisant la compétence de la Région en matière de prévention du radicalisme violent dans le cadre de la création et du fonctionnement des C.S.I.L-R', punt 5.4, *Parl.St. W.Parl.* 2018-19, nr. 1380/1, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/65340.pdf>.

Bijgevolg zouden de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest alleen met schending van de voormelde bepalingen de boekhoudkundige regels kunnen vaststellen voor instellingen die niet onder hun bevoegdheid vallen. Een besluit dat niet onder hun eigen bevoegdheid valt, zou door hen evenmin opgeheven mogen worden, terwijl de voorliggende ontwerpen daartoe nochtans strekken.⁴

1.4. Niets staat er evenwel aan in de weg dat regeringen het onderling eens worden om, ieder wat hem betreft, uniforme regelingen vast te stellen voor zover ze daarbij de grenzen van hun bevoegdheden in acht nemen.

Om tot dat resultaat te komen, moet men de ontwerpen herwerken.

Zo:

– dient het opschrift van de ontwerpen gewijzigd te worden in functie van de overheid die het besluit zal vaststellen;

– dienen de artikelen 1 en 2 van de ontwerpen herzien te worden naargelang het besluit door het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie of door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering vastgesteld zal worden, zodat het ontwerp hetzij voor de OCMW's, hetzij voor de gemeenten zal gelden;

– dienen van artikel 3 van de ontwerpen alleen de relevante definities behouden te worden naargelang het besluit door het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie of door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering vastgesteld zal worden, zodat de definities alleen op de organen en de diensten van de OCMW's dan wel alleen op die van de gemeenten betrekking hebben;

– dient het begrip “plaatselijk bestuur” naargelang van het geval vervangen te worden door het begrip “gemeente” of door het begrip “openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn”;

– dient naargelang van de overheid die het ontworpen besluit zal vaststellen het toepassingsgebied aangepast te worden van de bepalingen waarin zowel van de gemeente als van het OCMW gewag gemaakt wordt⁵ of waarin specifiek verwezen wordt naar het plaatselijk bestuur dat niet onder de bevoegdheid van de steller van het ontwerp valt;⁶

– dient van het begrip “bevoegd orgaan” één enkele definitie gegeven te worden naargelang het besluit op het OCMW of op de gemeente betrekking zal hebben.⁷

1.5. Onder voorbehoud van die aanpassingen worden de volgende opmerkingen gemaakt.

⁴ Artikel 101 van de ontwerpen.

⁵ Bijvoorbeeld de artikelen 10, 13, § 2, 14, eerste lid, 51, § 2, tweede lid, en 64, § 1, tweede lid, van de ontwerpen.

⁶ Bijvoorbeeld de artikelen 8, § 3, 12, § 3, 80, §§ 1 en 2, 96, § 2, en 100 van de ontwerpen.

⁷ Zie de artikelen 22, § 2, derde lid, 57, derde lid, 61, § 4, 67, § 1, tweede lid, 70, derde lid, 75, tweede lid, en 87, derde lid, van de ontwerpen.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Na aanpassing ervan zoals aangegeven in de voorafgaande opmerking, ontleent het ontwerpbesluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie zijn rechtsgrond aan artikel 87 van de organieke wet van 8 juli 1976 ‘betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn’ en vindt het ontwerpbesluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering rechtsgrond in artikel 239 van de Nieuwe Gemeentewet.

2. Gelet op het feit dat de ontworpen regels nieuw en van technische aard zijn, zou het raadzaam zijn om een verslag aan het Verenigd College en een verslag aan de regering op te stellen, die samen met de besluiten in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt zullen kunnen worden.⁸

3. Bij de ontwerpen zijn diverse stukken gevoegd, namelijk een model van balans, van resultatenrekening, van sociale balans, een module Financiële analyse van de rekeningen van de plaatselijke besturen, een plan van de functionele codes, een plan van de economische codes, een plan van de algemene rekeningen, een plan van de bijzondere rekeningen, een tabel van overeenstemming tussen de economische codes en de algemene rekeningen evenals een tabel van overeenstemming tussen de algemene rekeningen en de economische codes.

Indien het de bedoeling van de stellers van de ontwerpen is om van die documenten bijlagen bij het dispositief te maken, moet daarnaar in het dispositief verwezen worden, moet het opschrift “bijlage” bovenaan die documenten vermeld worden, moeten die documenten eveneens genummerd worden en door dezelfde personen ondertekend worden als het besluit waarbij ze gevoegd worden.⁹

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

Elk ontwerpbesluit moet voorzien zijn van een aanhef met de verplichte vermelding van de rechtsgrond van het ontwerp, de internrechtelijke tekst tot opheffing waarvan het ontwerp strekt¹⁰ en het vervullen van het vormvereiste met betrekking tot de raadpleging van de afdeling Wetgeving, waarvan als volgt melding gemaakt moet worden:

“Gelet op advies 69.458/VR-69.462/VR van de Raad van State, gegeven op 2 juli 2021, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;”¹¹

⁸ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 3.14.

⁹ *Ibidem*, aanbevelingen 171 en 172 en formule F 4-8-2.

¹⁰ *Ibidem*, aanbevelingen 17 tot 43.

¹¹ *Ibidem*, aanbeveling 36.1 en formule F 3-5-2.

DISPOSITIEF

Artikel 3

De nummering met 11°*bis* moet vermeden worden. Een dergelijke nummering mag alleen gebruikt worden voor nummers die in een bestaande opsomming ingevoegd moeten worden.¹²

Artikel 20

De verwijzing naar artikel 25 in het tweede lid, 3°, a) en b), klopt niet en moet gecorrigeerd worden.

Artikel 34

De verwijzing naar artikel 34 in paragraaf 1, eerste lid, klopt niet en moet gecorrigeerd worden.

Artikel 39

Wat paragraaf 2, eerste lid, van de Franse tekst betreft, moeten de stellers van de ontwerpen onderzoeken of de term “mandat de paiement” niet de voorkeur verdient boven de term “mandatement” overeenkomstig de terminologie die gebruikt wordt in artikel 62 waarnaar in de voorliggende bepaling verwezen wordt.

Artikel 86

De verwijzing naar artikel 15 in het eerste lid klopt niet en moet gecorrigeerd worden.

¹² *Ibidem*, aanbeveling 53.

Artikel 103

De uitvoeringsbepaling moet aldus herzien worden dat daarin, wat het besluit van het Verenigd College betreft, op abstracte wijze de leden van het Verenigd College aangewezen worden die bevoegd zijn voor de bij het besluit geregelde aangelegenheid en dat, wat de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreft, hetzelfde gebeurt met betrekking tot de minister die bevoegd is voor de bij het besluit geregelde aangelegenheid.¹³

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Marnix VAN DAMME

¹³ *Ibidem*, aanbeveling 167 en formules F 4-7-1 en F 4-7-2.